

Vertu budgétaire

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

22 juin 2018

Le discours du gouvernement à notre endroit a changé. Il nous est signifié sans ambages que les moyens sont limités et que l'État n'est pas une vache à lait. C'est nouveau. Cela peut paraître brutal. Ça change. À dire vrai, au fil des ans, l'État est devenu notre recours systématique et surtout, le responsable de tous nos maux. Pas étonnant que cette nouvelle rigueur du gouvernement soit vécue comme une forme d'injustice. Nos élus locaux sont les premiers à adopter cette posture. Certes nous avons un argument de poids à faire valoir. Le retard de développement par rapport à la France hexagonale est réel. Nous devons nous faire entendre et discuter pied à pied sur les moyens qui nous sont octroyés. Cette réalité ne peut cependant nous exonérer de tous nos devoirs.

Dans un contexte difficile, le gouvernement a entrepris d'améliorer la situation des comptes de la France. Les mesures qui ont ponctionné les retraités, les plus modestes ont été mal vécues par beaucoup de Français et de Guadeloupéens. Leur pertinence à l'aune de la justice sociale peut être contestée. Cela ne nous dédouane pas de nos responsabilités. Nous ne pouvons nous réclamer de la nation, et vouloir nous exempter de l'effort national. Nous pouvons incriminer le gouvernement. Cela n'occulte pas nos dysfonctionnements flagrants. Les premiers errements sont à mettre au passif de nos collectivités. Plus de 80 % des communes, des communautés d'agglomération croulent sous les dettes. Elles ne se contentent pas d'être en déficit chronique. Elles mettent également à mal les entreprises à qui elles font appel pour des marchés. Les contribuables aussi pâtissent de cette politique budgétaire inconsidérée.

La Guadeloupe est l'un des territoires où la pression des impôts locaux est la plus élevée. Quelle crédibilité peuvent avoir nos élus lorsque les collectivités qu'ils gèrent, emploient deux, parfois trois fois plus de personnels que celles de même taille dans l'Hexagone ? Confrontés à leurs difficultés budgétaires et au marasme ambiant, un certain nombre d'élus font de l'Assemblée unique la panacée qui guérirait tous nos maux.

Comme si un cadre juridique pouvait d'un coup les rendre vertueux. On ne peut qu'en douter.